ASSEMBLÉE NATIONALE

8 mars 2019

SYSTÈME DE SANTÉ - (N° 1681)

RETIRÉ AVANT DISCUSSION

AMENDEMENT

N ° AS1310

présenté par
Mme Gaillot

ARTICLE 12

Après le mot :

« conditions »

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 22 :

« et modalités d'application de cet article sont définies par décret en Conseil d'État, pris après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Dans la délibération sur le présent projet de loi, en date du 31 janvier 2019, la CNIL relève que l'ouverture de l'espace numérique de santé « constitue un traitement de données à caractère personnel au sens de l'article 4-2 du RGPD et qu'elle devra dès lors être saisie du décret en Conseil d'État prévu pour définir les conditions et modalités d'applications de l'ENS ».

Le présent amendement a vocation à compléter le projet de loi afin d'y inclure la saisine de la CNIL.